

Donald Trump, ou la masculinité hégémonique au pouvoir

Marie-Cécile Naves

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2020/3 N° 119, PAGES 89 À 96
ÉDITIONS IRIS ÉDITIONS

ISSN 1287-1672

ISBN 9782200933302

DOI 10.3917/ris.119.0089

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2020-3-page-89?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Donald Trump, ou la masculinité hégémonique au pouvoir

Marie-Cécile Naves

Directrice de recherche à l'IRIS,
en charge de l'Observatoire « Genre et géopolitique ».

La – première – présidence de Donald Trump s'achève avec, à tous points de vue, une impression de saturation. Trop de mensonges, de volte-face, d'insultes. Cette surenchère rhétorique, destinée à capter l'attention des observatrices et observateurs, participe d'un style politique décomplexé et accompagne un agenda marqué par un principe de domination. Le programme trumpiste a bien été celui d'une « prédatation » sur l'environnement, les minorités ethniques et sexuelles, les femmes, mais aussi les opposantes et opposants politiques, les institutions, les médias, les cadres traditionnels de coopération internationale, la stratégie d'intimidation et d'intransigeance – « America First » – visant à pallier l'absence de politique claire et cohérente. Il s'agit d'être « avec » D. Trump ou « contre » D. Trump, au sein d'une démocratie qu'il s'est efforcé de rendre plébiscitaire. Au-delà de ses aspects parfois grotesques, inscrits dans des stratégies de communication qui empruntent aux registres du divertissement et de la désinformation systématique, c'est bien un projet de société qui est à l'œuvre. C'est pourquoi le trumpisme, qui par ailleurs laissera des traces, un héritage, et fait déjà des émules, est à prendre au sérieux.

En particulier, l'obsession identitaire et sécuritaire d'un populisme néofasciste incarné par Donald Trump – et d'autres dirigeants de démocraties, à l'instar de Jair Bolsonaro ou Viktor Orbán – est non seulement nationaliste – stigmatisation de la Chine, accusée de déloyauté commerciale mais aussi d'avoir exporté le coronavirus ; restrictions drastiques de l'immigration, y compris légale ; injures

et désinformations régulières à l'encontre des Mexicains et des réfugiés, etc. –, mais elle est également, et inséparablement, genrée. Elle réaffirme le principe d'une masculinité hégémonique¹, dans la société états-unienne comme au plus haut sommet de l'État.

Limiter les droits des femmes et des LGBTI

Si la restriction des droits des femmes et des LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes) est une constante chez les républicains aux États-Unis, D. Trump, pour sa part, en a fait un véritable combat, à des fins électoralistes – s'assurer du soutien des protestants évangéliques et des catholiques comme de la droite masculiniste, qui ne se limite pas aux courants religieux traditionalistes. Les attaques contre l'avortement et la contraception, antérieures à sa présidence, se sont renforcées ces dernières années dans plusieurs États fédérés, et se font aujourd'hui plus directes envers les termes mêmes de l'arrêt de la Cour suprême *Roe v. Wade* de 1973 en particulier. En outre, D. Trump, qui a coupé les fonds fédéraux du Planned Parenthood et élargi les exemptions accordées aux entreprises dans la prise en charge par l'Obamacare des coûts de santé gynécologique de leurs employées, a été, en 2020, le premier président états-unien à se rendre à la marche annuelle des militants antiavortement, qui a lieu chaque mois de janvier à Washington.

Il s'agit, par ailleurs, de remettre les LGBTI « à leur place », à savoir à la marge. De manière emblématique, l'administration Trump, au nom du premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté de croyance, a apporté son soutien à un pâtissier du Colorado qui a refusé de vendre un gâteau de mariage à un couple gay, et ce, en dépit d'une loi antidiscriminatoire de l'État². Quant aux transgenres, ils et elles sont considérés comme des personnes déviantes, comme l'ont illustré l'affaire, très médiatisée, de la « bathroom bill » en Caroline du Nord en 2016³ ou la modification, par le gouvernement fédéral, en

1. Raewyn W. Connell et James W. Messerschmidt, « Hegemonic Masculinity: Rethinking the Concept », *Gender and Society*, vol. 19, n° 6, 2005.

2. L'affaire est arrivée jusqu'à la Cour suprême, qui a donné raison au commerçant, estimant que la Commission du Colorado, qui avait jugé que celui-ci se devait de servir tous ses clients quelle que soit leur orientation sexuelle, avait montré une « animosité évidente et inadmissible » à l'égard de la religion dudit commerçant.

3. En Caroline du Nord, une loi controversée, votée en 2016 et surnommée « bathroom bill », contrignait les personnes transgenres à utiliser les toilettes publiques correspondant à leur « sexe



2017, des textes officiels garantissant que la législation sur les droits civiques, qui interdit la discrimination sur le lieu de travail, les protégeait, ainsi que les textes les autorisant à servir dans l'armée¹.

Cette restriction des droits se veut également internationale. Les subventions fédérales aux associations dont l'une des actions au moins est l'information sur ou l'aide à l'accès à l'avortement dans les pays en développement ont été supprimées dès 2017. En 2019, les États-Unis ont, en outre, exigé que les textes des Nations unies relatifs aux survivants et survivantes de violences sexuelles dans les contextes de guerre n'évoquent pas la « santé sexuelle et reproductive », au prétexte que la référence à l'avortement y serait implicite. Or, la santé sexuelle inclut également la médecine réparatrice après des mutilations, des tortures, des blessures graves, sans oublier leurs conséquences sociales, psychologiques et économiques. La position des États-Unis témoigne donc d'une méconnaissance de la réalité sanitaire, susceptible de mettre en danger la vie des individus, femmes mais aussi hommes, y compris des enfants.

Le mot « genre » est, quant à lui, désormais banni des textes de santé aux États-Unis, car il renverrait, selon l'administration Trump, à la promotion des droits des transgenres. La même administration vise également à autoriser les personnels de santé à refuser de pratiquer certains soins par conviction religieuse. Les femmes et les transgenres sont particulièrement ciblés, avec les traitements hormonaux, par exemple. Mais les effets potentiels sont plus vastes – refus de réaliser une transfusion sanguine, de vacciner, etc.

La prédateur est aussi environnementale

La sortie de l'Accord de Paris sur le climat, en 2017, accompagnée du mot de D. Trump – « J'ai été élu pour représenter les citoyens de Pittsburgh, pas de Paris » –, a donné le ton. Les nominations et décisions se sont enchaînées pour détruire les normes de protection environnementale. En trois ans, D. Trump est revenu sur une centaine de mesures protégeant les espèces animales en danger, luttant contre la pollution des cours d'eau et l'exploitation des sols, limitant les émissions de gaz à effet de serre par les entreprises, interdisant la vente d'ampoules à incandescence, etc.² Si certaines régulations remontaient

de naissance ». Pendant sa campagne, le candidat Trump, soucieux de s'aliéner le moins possible le vote des LGBTI, avait déclaré cette loi inutile. Une fois élu, il a chargé son ministère de la Justice de défendre le texte. La législation finalement adoptée revient sur l'obligation relative aux toilettes mais limite le pouvoir des municipalités, des universités et des écoles de prendre leurs propres mesures antidiscriminatoires.

1. Néanmoins, une décision de la Cour suprême de juin 2020 estime que la loi états-unienne empêche le licenciement des salariés LGBTI en raison de leur homosexualité ou de leur transidentité.

2. Voir Nadja Popovich, Livia Albeck-Ripka et Kendra Pierre-Louis, « The Trump Administration Is Reversing Nearly 100 Environmental Rules. Here's the Full List », *The New York Times*, 6 mai 2020.

à la présidence de Richard Nixon, beaucoup avaient été décidées par Barack Obama. La plupart de ces décisions ont été attaquées devant les tribunaux par des associations de défense de l'environnement.

Le combat trumpiste a également consisté à tenter d'imposer un récit climatosceptique dans l'espace public. L'un des corollaires de ces politiques repose, en effet, dans des attaques contre la science et la recherche. En contraignant, par exemple, les scientifiques à dévoiler leurs données confidentielles – notamment des données personnelles de santé – avant de publier leurs résultats, l'Environmental Protection Agency a introduit un contrôle *ad hoc* sur le travail des chercheurs et chercheuses – hors de l'évaluation entre pairs, qui est la règle –, inventé une nouvelle manière de les censurer et de faire en sorte que les résultats de la recherche pèsent le moins possible dans la définition des politiques publiques.

Depuis les années 1980, la fragilisation de certaines industries traditionnelles, peu rentables, et donc la disparition de métiers qui y sont associés (mineurs, ouvriers spécialisés, etc.) ont occasionné des résistances très fortes et une incompréhension encore plus forte dans les populations concernées. La majorité de ces emplois étant traditionnellement masculins, manuels, exigeant une grande force physique, la situation a été perçue comme le signe d'un déclin de la masculinité, d'une mise en danger identitaire¹. S'est ajoutée à cette évolution une montée en puissance, depuis quarante ans, du secteur des services et du *care*, forts pourvoyeurs d'emplois occupés par des femmes, notamment issues des minorités ethniques. La difficulté pour une partie des hommes d'accepter que les femmes deviennent les *breadwinners* a alors renforcé la crispation sur une division genrée du travail et des rôles sociaux. À la peur d'une marginalisation, d'une stigmatisation et de la perte d'un statut social se sont joints la dénégation et le déni concernant l'exploitation de la nature : la défense de l'environnement est associée à la passivité, à l'attentisme et s'oppose, dans les imaginaires, à la force, à l'action et au travail. « Les hommes blancs de la classe moyenne américaine ont été les premiers et demeurent les plus fervents défenseurs du rêve américain² », note le sociologue Michael Kimmel. Mais nombre de ces hommes sont aujourd'hui sur la défensive, pessimistes et tournés vers le passé plutôt que vers l'avenir. « Make America Great Again » signifie alors « Make American White Men Great Again ».

D. Trump s'est, en effet, présenté comme leur sauveur. Sa rhétorique sur Twitter (« JOBS, JOBS, JOBS! »), défendant les emplois traditionnels – masculins – dans les énergies fossiles, l'industrie automobile ou manufacturière et l'agriculture intensive, se veut performative et nourrit, là encore, l'illusion d'une Amérique autosuffisante et fermée sur elle-même. Les

1. Voir Marie-Cécile Naves, *Trump, la revanche de l'homme blanc*, Paris, Textuel, 2018.

2. Michael Kimmel, *Angry White Men: American Masculinity at the End of an Era*, New York, Nation Books, 2015, p. 14.



quatre – premières – années de présidence ont-elles, pour autant, tenu leur promesse d'un État protecteur des cols bleus ? Rien n'est moins sûr : malgré les incitations fiscales, les multinationales n'ont pas relocalisé sur le sol états-unien les dizaines de milliers d'emplois créés en Asie du Sud-Est. Il n'y a pas eu non plus de transformation structurelle de l'économie américaine depuis 2016. En dépit des augmentations des droits de douane sur les produits chinois, le déficit commercial demeure abyssal, quand la baisse du chômage avant la pandémie de Covid-19 masque une très grande proportion d'emplois à temps partiel ou sous-payés et la sortie des statistiques du chômage de dizaines de milliers d'individus.

Le refus de « prendre soin »

Face à la pandémie de Covid-19, l'absence de politiques nationales de confinement, le maintien des coupes dans Medicaid, ainsi que le déni puis la minimisation de la gravité de la circulation du virus sur le sol américain sont les exemples les plus récents d'une politique et d'une rhétorique étrangères aux enjeux de *care* et de la solidarité, malgré l'envoi de chèques fédéraux à certaines familles pour faire face aux conséquences du chômage. Le démantèlement des politiques sociales et de santé s'est poursuivi. L'image et les mots ont aussi du sens : braver le port du masque et continuer de serrer des mains en public sont pendant des mois restés un leitmotiv chez Donald Trump et son vice-président Mike Pence... avant de devenir un étendard de la force, de la virilité et du patriotisme, comme l'illustre une photo de juillet 2020 montrant le président et des collaborateurs en tenue militaire, portant un masque noir et marchant ensemble d'un pas décidé, les sourcils froncés.

Une autre mesure symbolique date de janvier 2020. Il s'agit de la suppression, par le président, des normes nutritionnelles pour les repas servis dans les cantines scolaires, impulsées par Michelle Obama afin de lutter contre la consommation de *junk food* chez les plus jeunes. À l'origine de cette décision, il faut voir non seulement l'influence des lobbies de l'agroalimentaire, ainsi que la défense de la liberté individuelle, mais également, là encore, le refus de protéger les plus vulnérables – en l'occurrence les enfants des classes populaires, dont beaucoup sont issus des minorités ethniques, vivant notamment dans ce que l'on appelle aux États-Unis les « déserts alimentaires ». Les considérations de classe et de race rejoignent alors celle du genre, puisque négliger la santé participe de la consolidation d'une masculinité stéréotypée, dont le mode

**Négliger la santé
participe de la
consolidation
d'une masculinité
stéréotypée,
dont le mode
d'alimentation est
un des piliers**

d'alimentation est un des piliers¹. La mise en danger de soi et des autres, marque de virilité, est aussi à l'œuvre dans la défense inconditionnelle du droit au port d'armes, autre symbole de l'Amérique de D. Trump.

Une communication viriliste théâtralisée

Jouer, voire surjouer le chef, qui renvoie à un exercice vertical du pouvoir, nécessite également la disqualification de ses adversaires, régulièrement accusés de « faiblesse » et d'incapacité à empêcher le désordre. Par ce procédé, D. Trump attise les divisions de la société états-unienne, creuse les clivages sociaux, économiques, raciaux et genrés, et tient les démocrates, les manifestants antiracistes, les défenseurs du climat ou encore les féministes pour responsables de cette situation – « They want to destroy our country ». Il en fait les ennemis de l'Amérique. Joe Biden est surnommé « Sleepy Joe » (« Joe l'endormi »). Pendant ses huit années de mandat, les républicains ont qualifié B. Obama de « président faible », de « président qui s'excuse ». J. Biden est, selon D. Trump, la marionnette de la Chine, de l'Iran, comme B. Obama était celle des islamistes, et serait instrumentalisé par des femmes au « poor leadership », comme les représentantes démocrates Alexandria Ocasio-Cortez ou Ilhan Omar, ou des « girouettes », à l'instar de Kamala Harris, sa colistière. On le voit : le « politiquement correct », le multiculturalisme, le féminisme, les droits des minorités et leur esprit dit « victimaire » ont bon dos. La crispation identitaire est bel et bien du côté des nationaux-populistes comme D. Trump, qui imaginent leur nation assiégée par les défenseurs et défenseuses de l'égalité en matière d'accès aux droits et aux ressources, lesquels demandent un partage plus équitable des responsabilités politiques, administratives et économiques.

Donner à voir la supériorité d'une gouvernance et d'un pouvoir virilstes passe, par ailleurs, par la construction d'une iconographie officielle. Parmi de nombreux exemples, lorsque D. Trump a, en 2017, signé le décret qui coupe les subventions fédérales aux associations internationales dont au moins une des activités est l'accès à ou l'information sur l'avortement, six hommes blancs l'entouraient dans le bureau Ovale : son vice-président, Mike Pence, son chef de cabinet, Reince Priebus, le *leader* du conseil du commerce national, Peter Navarro, et ses conseillers Jared Kushner, Stephen Miller et Steve Bannon. Six hommes et aucune femme. Il ne s'agit pas d'une maladresse. Au contraire, le message est clair : l'ordre social genré – et racial – est conforté, sinon rétabli.

1. Hank Rothgerber, « Real Men Don't Eat (Vegetable) Quiche: Masculinity and the Justification of Meat Consumption », *Psychology of Men & Masculinity*, 2012 (en ligne).



Les féministes, premières opposantes à Donald Trump

Aux États-Unis, ce pouvoir prédateur a été contesté en premier par les mouvements féministes – comme, du reste, dans le Brésil de J. Bolsonaro dès sa campagne en 2018. Les *Womens' Marches* de janvier 2017, qui ont rassemblé plus de 4 millions de personnes sur le sol états-unien, ont également constitué une manifestation d'une ampleur inédite à l'échelle mondiale. La même année a éclaté l'affaire Weinstein, suivie par #MeToo. Cette riposte constitue une étape majeure dans l'histoire, riche, complexe, plurielle, du projet féministe, qui prend un sens très particulier dans l'Amérique de D. Trump. Car après #MeToo, on peut parler de contre-révolution antiféministe menée par la Maison-Blanche, qui n'est qu'une étape supplémentaire d'un « backlash » que les États-Unis ont connu à plusieurs reprises, notamment au début des années 1980 avec l'élection de Ronald Reagan, après les acquis féministes de la décennie 1970. La différence aujourd'hui, peut-être, est que cet antiféminisme est de plus en plus assumé et revendiqué.

Pour certains, cette contestation des violences sexistes et sexuelles comme la place grandissante des femmes dans la société sont extrêmement insécurisantes. Les conditions de la confirmation, par le Sénat américain, de Brett Kavanaugh à la Cour suprême des États-Unis, en octobre 2018, un an tout juste après #MeToo, alors que des milliers de manifestantes et manifestants contestaient le choix de ce juge, sont tout à fait emblématiques : l'illustration la plus éclatante de la revanche du pouvoir de D. Trump sur le féminisme, une revanche qui se met en scène, se donne à voir, se veut triomphante, et fait des émules, en Amérique du Sud, en Europe et ailleurs. En somme, il s'agit à la fois d'un *branding* et d'un véritable *soft power*.

Néanmoins, l'idée d'un face-à-face entre un pouvoir dit masculin, par « nature » destructeur, et un pouvoir dit féminin, par « essence » empreint d'empathie, est spacieuse. Ce qui est intéressant, c'est de saisir en quoi deux visions du monde se font face aujourd'hui. Cette opposition frontale n'épuise aucunement l'analyse des démocraties, mais elle apporte un éclairage essentiel sur ce qui s'y joue en matière de valeurs, d'agendas et de *leadership*. Ces deux projets se donnent à voir et se racontent dans tous les lieux, discours, et images

**Pour certains,
cette contestation
des violences
sexistes et
sexuelles
comme la place
grandissante des
femmes dans
la société sont
extrêmement
insécurisantes**

permis et produits par la démocratie. Ce faisant, ils fournissent une interprétation de notre monde actuel.



Les «hommes forts» sont-ils les mieux placés pour combler l'incertitude, conjurer la crise démocratique et la peur de la modernité? Ces derniers mois,

l'incapacité du pouvoir trumpiste à gérer deux crises majeures sur le sol des États-Unis est assez remarquable – et ne parlons pas du Brésil. Outre la pandémie de Covid-19, les immenses manifestations contre les violences policières et le racisme ont conforté l'obsession de la force et le refus du débat de la part de la Maison-Blanche. «Law and order», slogan recyclé de la campagne – victorieuse – de R. Nixon en 1968, le dispute à «Keep America Great» : l'Amérique de D. Trump se veut debout, forte, viriliste, incapable d'empathie et de compassion. Elle reste sourde aux revendications d'égalité et de solidarité, et aveugle aux changements sociétaux, culturels et démographiques.

La défense d'un **pouvoir** et d'une **nation** figés dans un **passé mythifié** peut-elle encore **séduire**?

D. Trump souhaite continuellement montrer qu'il ne craint pas l'adversité, qu'il ne cède pas à la rue, qu'il maîtrise tout. Dans la campagne présidentielle qui s'achève, la défense d'un pouvoir et d'une nation figés dans un passé mythifié peut-elle encore séduire? ■